

Ordonnance de police du Bourgmestre portant sur l'exécution de certaines dispositions de l'arrêté du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues

LE BOURGMESTRE,

Vu la Nouvelle loi communale, en particulier les articles 133, alinéa 2, 134, §1^{er} et 135, §2 ;

Vu l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, en particulier son article 6 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en particulier les articles 4, 5, 28, 30 et 34 ;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tout particulièrement son article 42 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions communales, modifiée par la loi du 11 décembre 2023 ;

Vu le Règlement général de police commun aux 19 communes bruxelloises ;

Considérant la croissance exponentielle du passage à l'acte violent, voire très violent, observée sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, sur celui de certaines de ses communes (attaques armées, jets d'engins pyrotechniques sur les services policiers et les services d'urgence) ; que cette augmentation est rapportée par les services de police ;

Que cette violence exacerbée s'inscrit dans un contexte de mondialisation du marché du trafic de drogue(s) se traduisant notamment par l'arrivée de quantités massives de stupéfiants via le port d'Anvers qui inondent par la suite les grandes villes et singulièrement Anvers et Bruxelles ;

Considérant que faisant ce constat, une décision a été prise conjointement le 27 février 2024 par les différentes autorités compétentes en Région de Bruxelles-Capitale d'agir de manière coordonnée contre les actes de violence liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues, ainsi que contre les causes concourant à leur manifestation et/ou leur aggravation ;

Considérant qu'en conséquence, un arrêté de police du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant un certain nombre de mesures de police administrative a été pris en date du 2 avril 2024, entré en vigueur le 3 avril 2024 et d'application jusqu'au 2 octobre 2024 ; que les quartiers dits « Gare du Midi » et « Porte de Hal » de la commune de Saint-Gilles figurent parmi les zones particulièrement concernées par les menaces et atteintes à l'ordre public et font l'objet des mesures de police administrative prévues par l'arrêté du 2 avril 2024 précité ;

Que ce dernier habilite le Bourgmestre à définir par une ordonnance de police les périmètres exacts au sein de ces quartiers où les interdictions prévues aux articles 3, 4, et 5 du même arrêté sont applicables ;

Qu'il est dès lors opportun pour le Bourgmestre d'adopter, en exécution de l'arrêté du Ministre-Président, la présente ordonnance de police déterminant les périmètres exacts au sein desquels les menaces et les atteintes à l'ordre public sont localisés ;

Considérant l'élaboration d'une « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale » ; qu'en conséquence, la mise en place, au niveau local et à l'initiative des Bourgmestres concernés, de Task-force locales (ci-après dénommées « TFL »), sur base de l'identification et de l'analyse des lieux sensibles et des phénomènes qui y sont liés, chargées d'élaborer des plans d'actions ciblés, est prévue ;

Considérant qu'une TFL a été constituée au sein de la commune de Saint-Gilles et est présidée par le Bourgmestre et, composée de représentants du Chef de corps de la zone de police locale 5341, des services communaux impliqués et du Parquet de Bruxelles ainsi que des services fédéraux impliqués ; qu'une TFL aura lieu le 23 mai 2024 ayant pour objet la concertation sur la nécessité de traiter certaines infractions aux dispositions prévues par l'arrêté du 2 avril 2024 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité, via procédure administrative ;

Que cette approche permet *inter alia* à l'autorité de poursuivre plus rapidement les infractions susvisées et d'infliger des sanctions administratives communales ; qu'en conséquence, cette approche permet de lutter contre le sentiment d'impunité des contrevenants et de contribuer de manière plus efficace et efficiente à la mise en œuvre de certaines mesures mise en place dans le cadre de la « Stratégie régionale de lutte contre le trafic de stupéfiants et son impact sur la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale », sur le territoire de la commune de Saint-Gilles ;

Considérant que dans un arrêt n°241.671 du 30 mai 2018, le Conseil d'Etat souligne que : « toute loi de police administrative habilite les autorités compétentes à prendre des mesures préventives tendant à éviter des troubles à l'ordre public avant qu'ils ne surviennent » et que « l'autorité dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation et peut prendre en compte toute situation potentiellement dangereuse et tout risque, même faible, pour la sécurité publique » ;

Considérant que la présente ordonnance de police n'impose pas de mesures de police administrative complémentaires à celles instaurées par l'arrêté du 2 avril 2024 du Ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale précité ; qu'elle se limite à appliquer le traitement des infractions à ses dispositions par voie administrative ;

Considérant qu'au regard du contexte ci-décrit des atteintes graves portées à la paix publique et des attroupements générés par le trafic de drogue qui constituent un potentiel danger pour la tranquillité des habitants dans une partie de la commune de Saint-Gilles, ainsi qu'au regard de l'entrée en vigueur de l'arrêté du 2 avril 2024 précité, il y a lieu sans attendre de définir les modalités de traitement et de poursuite des infractions à certaines de ses dispositions ;

Considérant par ailleurs qu'il est laissé le soin aux communes de mettre en place un régime de sanction administrative pour les infractions aux interdictions visées aux articles 3, 4 et 5 de l'arrêté du Ministre-président au vu de leur meilleure connaissance du terrain et de la gravité des infractions ;

Considérant qu'un suivi personnalisé et l'individualisation des sanctions sont prévus eu égard aux spécificités du cas par cas ;

Considérant que la présente ordonnance est limitée dans le temps, suivant la période de validité de l'arrêté du Ministre-président et sera dès lors prolongée d'office en fonction de la réévaluation et éventuelle prolongation de ce dernier ;

Considérant que l'urgence et le caractère exceptionnel sont incompatibles avec le respect des délais légaux de convocation du conseil communal, justifiant ainsi l'adoption d'une ordonnance de police directement par le Bourgmestre ; qu'en effet l'ordre public est gravement troublé et que tout retard supplémentaire pourrait mettre en danger ou nuire aux habitants des quartiers concernés ;

Considérant que le Conseil communal sera amené à confirmer la mesure et, plus précisément, les sanctions y prévues, lors de sa plus prochaine séance, sans quoi l'ordonnance cessera d'avoir effet ;

Qu'une telle ordonnance de police s'impose par ailleurs en raison de la mission dont est chargée la commune de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu l'urgence,

ORDONNE :

Article 1^{er} :

L'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 instaurant un certain nombre de mesures de police administrative en vue de prévenir les nuisances et de faciliter le rétablissement de l'ordre public dans le contexte des débordements de violence observés sur le territoire régional et liés au trafic, à la vente et à la consommation de drogues est d'application dans les périmètres suivants :

- Périmètre 1 – Quartier dit « Gare du Midi »
 - Gare du Midi
 - Place Bara
 - Boulevard Jamar
 - Boulevard Poincaré (tronçon entre Square de l'Aviation et Boulevard Jamar)
 - Avenue Paul-Henri Spaak
 - Place Marcel Broodthaers
 - Esplanade de l'Europe
 - Place de la Constitution
 - Avenue Fonsny (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
 - Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue de Russie et Rue Blaes)
 - Rue d'Argonne
 - Rue de Russie
 - Rue d'Angleterre
 - Rue de Hollande
 - Rue de Suède
 - Rue Joseph Claes (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
 - Rue Conraets (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

- Rue de Danemark (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)
- Rue de Mérode (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue de l'Instruction
- Place Victor Horta
- Rue de France
- Rue Ernest Blerot
- Tunnel et Rue des Vétérinaires
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Avenue Fonsny et Rue Emile Féron)

➤ Périmètre 2 – Quartier dit « Porte de Hal »

- Avenue de la Porte de Hal (tronçon entre Rue Blaes et Chaussée de Waterloo)
- Avenue Henri Jaspar
- Avenue de la Toison d'Or jusqu'à la Place Louise
- Rue Emile Féron (tronçon entre l'Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Cité Fontainas
- Rue César Depaepe
- Rue Fontainas
- Place des Héros
- Square Jaques Frank
- Rue Vlogaert
- Chaussée de Forest (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et Rue Théodore Verhaegen)
- Rue Joseph Claes (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue Coenraets (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue de Danemark (tronçon entre Rue Emile Féron et la Place de Bethléem)
- Place de Bethléem
- Rue Théodore Verhaegen (tronçon entre Rue Emile Féron et Chaussée de Forest)
- Rue Fernand Bernier (tronçon entre Rue Théodore Verhaegen et Chaussée de Forest)
- Rue Vanderschrick
- Rue d'Andenne (tronçon entre Chaussée de Forest et Rue Vanderschrick)
- Rue de l'église de Saint-Gilles
- Avenue Jean Volders
- Rue des Vieillards
- Chaussée de Waterloo (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et le Parvis de Saint-Gilles)
- Parvis de Saint-Gilles
- Rue de la Filature
- Rue de Moscou
- Place Marie Janson
- Rue de la Forge
- Rue Jourdan
- Rue de la Victoire (tronçon entre Avenue de la Porte de Hal et Rue de l'Hôtel des Monnaies)
- Rue de la Linière
- Rue de l'Hôtel des Monnaies (tronçon entre Rue de Rome et Avenue Henry Jaspar)
- Place Dillens
- Rue Berckmans (tronçon entre Avenue Henri Jaspar et Rue de l'Hôtel des Monnaies)

Le plan des périmètres précités est joint en annexe de la présente ordonnance.

Article 2 :

Le non-respect des mesures visées à l'arrêté du Ministre-président du 2 avril 2024 pourra être sanctionné d'une amende administrative communale s'élevant au maximum à 175 euros ou 500 euros selon que le contrevenant est mineur ou majeur, conformément à l'article 4, §1er, 1° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions communales, modifiée par la loi du 11 décembre 2023 précitée, lorsque l'infraction est établie au sein des périmètres dits «Gare du Midi» et « Porte de Hal » dans le cadre de l'exécution des dispositions de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 avril 2024 précité.

Article 3 : La présente ordonnance entre en vigueur le 13 mai 2024 et est d'application jusqu'au 2 octobre 2024.

Elle est prolongée d'office, en fonction de la réévaluation et prolongation de l'arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-capitale du 2 avril 2024.

Article 4 : Monsieur le Commissaire divisionnaire et Chef de corps de la zone de police locale 5341 est chargé de l'exécution de la présente ordonnance de police d'en contrôler le respect.

Article 5 : La présente ordonnance de police fait l'objet d'une publication par voie d'affichage et par sa mise en ligne sur le site internet de la commune, conformément à l'article 112 de la Nouvelle loi communale.

Article 6 : Un recours en suspension et/ou en annulation peut être introduit devant le Conseil d'Etat contre la présente décision. Pour ce faire, une requête doit être adressée au Conseil d'Etat, soit par lettre recommandée à la poste, à l'adresse suivante : rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles ; soit par voie électronique via la rubrique « e-Procédure » sur le site internet <http://www.conseildetat.be> . Cette requête doit être introduite dans les soixante jours à dater de la publication de la présente ordonnance.

Fait à Saint-Gilles le 13 mai 2024.

Le Bourgmestre,



Jean SPINETTE

Politieverordening van de Burgemeester tot uitvoering van een aantal bepalingen van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen

DE BURGEMEESTER,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 133, 2e lid, 134 §1 en 135 §2;

Gelet op het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen, in het bijzonder artikel 6;

Gelet op de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, in het bijzonder artikelen 4, 5, 28, 30 en 34;

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, in het bijzonder artikel 42;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd door de wet van 11 december 2023;

Gelet op het gemeenschappelijk algemeen politiereglement voor alle 19 Brusselse gemeenten;

Overwegende de exponentiële toename van de soms zeer grove gewelddaden vastgesteld in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en in het bijzonder in sommige gemeenten (gewapende aanvallen, gooien van vuurpijlen naar politie- en hulpdiensten; dat deze toename wordt gerapporteerd door de politiediensten, ...);

Dat dit toegenomen geweld plaatsvindt tegen de achtergrond van een globalisering van de drugsmarkt, waarbij massale hoeveelheden drugs aankomen via de haven van Antwerpen en vervolgens de grote steden overspoelen, in het bijzonder Antwerpen en Brussel;

Overwegende dat, toen dit werd vastgesteld, de verschillende bevoegde autoriteiten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 27 februari 2024 gezamenlijk hebben beslist om gecoördineerd op te treden tegen gewelddaden die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, alsook tegen de oorzaken die bijdragen tot het ontstaan en/of de verergering ervan;

Dat bijgevolg een politiebepaling van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen werd uitgevaardigd op 2 april 2024, in werking is getreden op 3 april 2024 en van toepassing is tot 2 oktober 2024; dat de wijken "Zuid Station" en "Hallepoort" in de gemeente Sint-Gillis een van de zones is die specifiek te maken hebben met bedreigingen en aantastingen van de openbare orde, en het voorwerp uitmaakt van bestuurlijke politiematregelen voorzien in voornoemd besluit van 2 april 2024;

Dat deze laatste de burgemeester machtigt om bij politieverordening de exacte grenzen vast te stellen binnen deze wijken waar de verbodsbepalingen van de artikelen 3, 4 en 5 van hetzelfde besluit van toepassing zijn;

Dat het bijgevolg aangewezen is dat de burgemeester, in uitvoering van het besluit van de minister-president, de huidige politieverordening aanneemt die de exacte perimeters bepaalt waarbinnen de bedreigingen en aanslagen op de openbare orde zich bevinden;

Overwegende de ontwikkeling van een gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat bijgevolg, op lokaal niveau en op initiatief van de betrokken burgemeesters, lokale taskforces (hierna 'LTF') werden opgericht op basis van de in kaart gebrachte en geanalyseerde gevoelige locaties en van de fenomenen die zich daar voordoen, welke belast zijn met de uitwerking van doelgerichte actieplannen;

Overwegende dat in de gemeente Sint-Gillis een LTF werd opgericht, voorgezeten door de Burgemeester en samengesteld uit vertegenwoordigers van de korpschef van de lokale politiezone 5341, de betrokken gemeentediensten, het parket van Brussel en de betrokken federale diensten; dat op 23 mei 2024 vindt een LTF plaats voor overleg over de noodzaak om bepaalde inbreuken op de bepalingen van voornoemd besluit van 2 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een administratieve procedure te behandelen;

Dat deze aanpak het o.a. mogelijk maakt voor de overheid om de voormelde inbreuken sneller te vervolgen en gemeentelijke administratieve sancties op te leggen; dat deze aanpak het bijgevolg mogelijk maakt om het gevoel van straffeloosheid bij de overtreders te bestrijden en om doeltreffender en efficiënter bij te dragen tot de uitvoering van bepaalde maatregelen die werden ingevoerd in het kader van de gewestelijke strategie ter bestrijding van de drugshandel en de daarmee gepaard gaande gevolgen voor de veiligheid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis ;

Overwegende dat de Raad van State in arrest nr. 241.671 van 30 mei 2018 benadrukt dat: "iedere bestuurlijke politiewet de bevoegde overheden machtigt preventieve maatregelen te nemen om verstoringen van de openbare orde, nog voor zij zich voordoen, te vermijden" en dat "de overheid in dat verband over een ruime beoordelingsbevoegdheid beschikt en rekening kan houden met iedere mogelijk gevaarlijke situatie en met ieder risico, hoe klein ook, voor de openbare veiligheid";

Overwegende dat onderhavige politieverordening geen andere bestuurlijke politiemaatregelen oplegt dan die welke zijn ingevoerd bij voormeld besluit van 2 april 2024 van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; dat zij zich ertoe beperkt de inbreuken op haar bepalingen langs administratieve weg te behandelen;

Overwegende dat, gelet op deze context van ernstige schendingen van de openbare rust en samenscholingen gegenereerd door drugshandel, een potentiële bedreiging vormen voor de rust van omwonenden, in een deel van de gemeente Sint-Gillis, en de inwerkingtreding van voormeld besluit van 2 april 2024, onverwijld de modaliteiten voor de behandeling en vervolging van inbreuken op sommige bepalingen ervan moeten worden vastgesteld;

Overwegende bovendien dat het aan de gemeenten wordt overgelaten om een systeem van administratieve sancties in te voeren voor inbreuken op de verbodsbepalingen bedoeld in de artikelen 3, 4 en 5 van het besluit van de minister-president, rekening houdend met hun betere kennis van het terrein en de ernst van de inbreuken;

Overwegende dat wordt voorzien in gepersonaliseerde monitoring en individualisering van sancties met het oog op de specifieke aard van elk geval;

Overwegende dat dit politieverordening beperkt is in de tijd, in aansluiting op de geldigheidsduur van het besluit van de minister-president, en derhalve automatisch zal worden verlengd afhankelijk van de herevaluatie en de eventuele verlenging van dit besluit;

Dat deze hoogdringendheid en dit uitzonderlijke karakter onverenigbaar zijn met de naleving van de wettelijke termijnen voor de bijeenroeping van de gemeenteraad, waardoor de aanneming van een politieverordening rechtstreeks door de Burgemeester wordt gerechtvaardigd;

Overwegende dat de Gemeenteraad de maatregel tijdens zijn eerstvolgende zitting zal moeten bevestigen, zoniet zal de ordonnantie ophouden uitwerking te hebben;

Dat een dergelijke politieverordening bovendien noodzakelijk is vanwege de taak die de gemeente heeft om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen;

Gelet op de hoogdringendheid,

BEVEELT:

Artikel 1:

Het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024 tot invoering van enkele bestuurlijke politiematregelen die bedoeld zijn om overlast als gevolg van de in het gewest vastgestelde geweldplegingen die te maken hebben met drugshandel, -verkoop en -gebruik, te voorkomen en het herstel van de openbare orde te bevorderen is van toepassing op de volgende perimeters:

➤ Perimeter 1 – « Stationswijk-Zuid »

- Zuid Station
- Baraplein
- Jamarlaan
- Poincarélaan (tussen Luchtvaartsquare en Jamarlaan)
- Paul-Henri Spaaklaan
- Broodthaersplein
- Europaesplanade
- Grondwetplein
- Fonsnylaan (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
- Hallepoortlaan (tussen Ruslandstraat en Blaesstraat)
- Argonnestraat
- Ruslandstraat
- Engelandstraat
- Hollandstraat
- Zwedenstraat
- Joseph Claesstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Conraetsstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Denemarkenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Merodestraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)

- Onderwijsstraat
 - Victor Hortaplein
 - Frankrijkstraat
 - Ernest Blerotstraat
 - Veeartsentunnel en Veeartsenstraat
 - Théodore Verhaegenstraat (tussen Fonsnylaan en Emile Féronstraat)
- Perimeter 2 – « Hallepoortwijk »
- Hallepoortlaan (tussen Blaesstraat en Waterlooosesteenweg)
 - Henri Jasparlaan
 - Gulden Vlieslaan naar Louizaplein
 - Emile Féronstraat (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
 - Cité Fontainas
 - César Depaepestraat
 - Fontainasstraat
 - Heldenplein
 - Jaques Frank Square
 - Vlogaertstraat
 - Vorstsesteenweg (tussen Hallepoortlaan en Théodore Verhaegenstraat)
 - Joseph Claesstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
 - Coenraetsstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
 - Denemarkenstraat (tussen Emile Féronstraat en Bethlehemplein)
 - Bethlehemplein
 - Théodore Verhaegenstraat (tussen Emile Féronstraat en Vorstsesteenweg)
 - Fernand Bernierstraat (tussen Théodore Verhaegenstraat en Vorstsesteenweg)
 - Vanderschrickstraat
 - Andennestraat (tussen Vorstsesteenweg en Vanderschrickstraat)
 - Sint-Gilliskerkstraat
 - Volderslaan
 - Oude-Mannenstraat
 - Waterlooosesteenweg (tussen Hallepoortlaan en Sint-Gillis Voorplein)
 - Sint-Gillis Voorplein
 - Spinnerijstraat
 - Moskoustraat
 - Marie Jansonplein
 - Smidsestraat
 - Jourdanstraat
 - Overwinningstraat (tussen Hallepoort en Munthofstraat)
 - Vlasfabriekstraat
 - Munthofstraat (tussen Romestraat en Henri Jasparlaan)
 - Dillensplein
 - Berckmansstraat (tussen Henri Jasparlaan en Munthofstraat)

Het plan van voornoemde perimeters gaat als bijlage bij deze verordening.

Artikel 2:

De niet-naleving van het besluit van minister-president van 2 april 2024 bedoelde maatregelen kan worden bestraft met een gemeentelijke administratieve boete van maximaal 175 euro of 500 euro naargelang de overtreder minderjarig of meerderjarig is overeenkomstig artikel 4, §1, 1° van

de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd door voornoemde wet van 11 december 2023, wanneer de overtreding vaststaat binnen de perimeters van de « Stationswijk-Zuid» en « Hallepoortwijk » in het kader van de uitvoering van de bepalingen van voornoemd besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

Artikel 3:

Deze verordening treedt in werking op 13 mei 2024 en blijft van kracht tot 2 oktober 2024.

Deze wordt automatisch uitgebreid, afhankelijk van herwaardering en uitbreiding van het besluit van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 2 april 2024.

Artikel 4:

De hoofdcommissaris en korpschef van de lokale politiezone 5341 is belast met de uitvoering van deze politieverordening en met het toezicht op de naleving ervan.

Artikel 5:

Deze politieverordening wordt bekendgemaakt door aanplakking en door het online zetten ervan op de website van de gemeente overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Artikel 6:

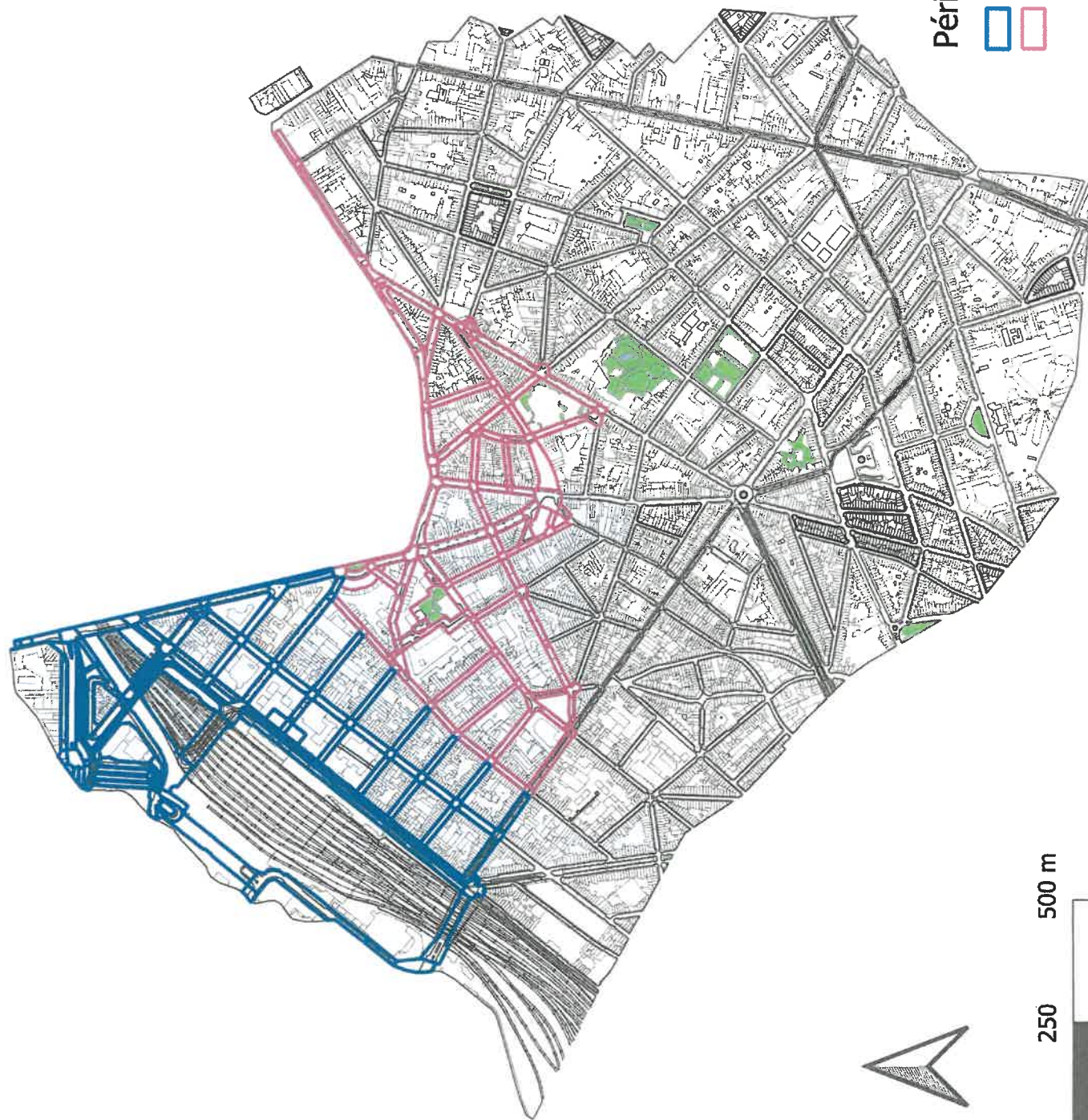
Tegen dit besluit kan bij de Raad van State een beroep tot schorsing of nietigverklaring worden ingesteld. Daartoe moet een verzoekschrift worden gericht aan de Raad van State, hetzij per aangetekende brief, gericht aan het volgende adres: Wetenschapsstraat 33 te 1040 Brussel, hetzij langs elektronische weg via de rubriek "e-Procedure" op de website <http://www.raadvanstate.be>. Dit verzoekschrift moet binnen 60 dagen na bekenmaking van deze kennisgeving worden ingediend.

Opgemaakt te Sint-Gillis op 13 mei 2024.

De Burgemeester,



Jean SPINETTE



Périmètre police

-  Périmètre 1 - Quartier dit "Gare du Midi"
-  Périmètre 2 - Quartier dit "Porte de Hal"

0 250 500 m



